

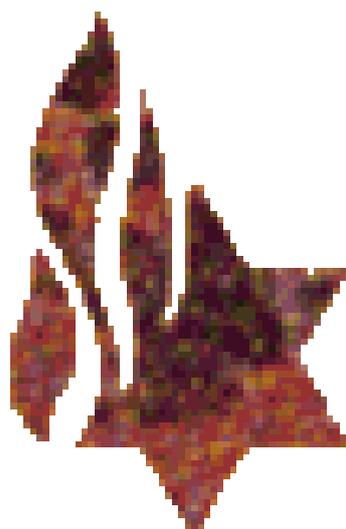
<http://lipietz.net/Contre-l-antisemitisme-contre-tous-les-racismes>

Réponse au questionnement du Centre Simon
Wiesenthal-Europe

Contre l'antisémitisme, contre tous les racismes

- Vie publique - Articles et débats -

Publication date: mardi 28 décembre 2004



Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

Le [Centre Simon Wiesenthal-Europe](#) m'a demandé de participer à une consultation de personnalités européennes sur le thème « Comment lutter contre l'anti-sémitisme aujourd'hui ». Plus précisément, il était demandé ce que nous inspirait « l'affaire Marie L » de l'été 2004. Voici ma contribution.

La lutte contre l'antisémitisme en France connaît aujourd'hui une véritable crise. On ne sait tout simplement plus régler de façon rationnelle, crédible, affectivement convaincante et donc efficace, le rapport entre la lutte contre le racisme en général (quelle que soit la nature, culturelle, linguistique, religieuse, sociale, historique, physique de la spécificité délimitant le groupe humain discriminé) et la lutte contre l'antisémitisme.

Dans les années qui ont suivi la seconde guerre mondiale, la honte et le scandale de la Shoah ont rendu l'antisémitisme littéralement indicible, imprononçable, inadmissible. Très précisément, je parle ici de l'antisémitisme comme hostilité envers les juifs en tant que tels, c'est-à-dire envers leur religion, leurs rites, leurs cultures (ashkénaze ou séfarde), le physique qui leur était prêté, leur accent (pour ceux qui étaient réfugiés ou immigrants), les métiers dans lesquels ils avaient prospéré, etc... Ces formes de racisme, tout à fait banales au fond, et aussi bien applicables aux musulmans qu'aux Corses ou aux Africains, apparaissaient "prototypiques" de tout racisme possible. Et en même temps, elles avaient abouti, avec la Shoah, à un paroxysme d'une singularité absolue. L'articulation de la lutte contre l'antisémitisme et contre le racisme obéissait donc à un modèle très simple : l'exemplarité. L'"inacceptable" antisémitisme apparaissait comme la forme limite de n'importe quel autre racisme, donc, tous les racismes pouvant aboutir aux mêmes horreurs, il fallait les combattre ensemble. Le mot de J.P. Sartre "Il n'y a pas de degré dans le racisme, traiter quelqu'un de bougnoule c'est déjà accepter les chambres à gaz" résumait cette logique..

L'unité de l'anti-racisme ainsi construite s'est fissurée pour trois raisons.

- ▶ L'effet d'exemplarité n'a jamais vraiment joué. Le racisme anti-maghrébin ou anti-africain a prospéré pendant le demi-siècle qui a suivi la Shoah, y compris en public, en paroles et en actes, sans se heurter à une forte réprobation sociale, alors même que tout soupçon d'antisémitisme était cloué au pilori.
- ▶ La dynamique de la réflexion de certains intellectuels juifs sur la Shoah a conduit à en exalter la singularité jusqu'au point de nier son exemplarité. Du "plus jamais ça !" des années 1950, on est passé au "quoi qu'il arrive ou soit arrivé, ce ne fut jamais et ça ne sera jamais comme ça !" des années 1980. Ce qui est pratiquement et théoriquement exact (les conquêtes génocidaires de l'Algérie ou de l'Amérique furent totalement différentes, comme le génocide des Tutsis ou des Arméniens), mais politiquement ravageur. Chaque groupe discriminé aurait dorénavant à se défendre seul contre "son" racisme particulier. Les juifs compris, pour autant qu'ils abandonnaient pour les autres donc pour eux mêmes leur universalisme d'antan.
- ▶ La montée en puissance de l'État d'Israël et les problèmes posés par ses propres victoires sur les populations arabes, ainsi que la tendance des gouvernements israéliens à taxer d'antisémitisme toute critique de leur politique, a enclenché une dynamique perverse. Alors que le sionisme, c'est à dire le projet de regrouper les juifs en Israël, n'avait jamais convaincu la majorité des juifs d'Europe ou d'Amérique de faire leur alyá, et s'était même heurté à l'hostilité de la partie la plus "antiraciste" d'entre eux (les Bundistes et leurs héritiers), une nouvelle bataille s'est ouverte à propos de la distinction entre "antisémitisme" et "antisionisme". L'antisionisme sert de plus en plus de masque "politiquement correct" à l'antisémitisme, mais en même temps le refus de faire la distinction entre les deux indexe la "popularité" et l'exemplarité des juifs sur celles des gouvernements israéliens... alors même que ni les sionistes ni les Israéliens ne sont tous des partisans de Barak ou de Sharon !

Il ne faut jamais oublier les deux premiers points, qui ont miné en profondeur l'articulation de la lutte contre l'antisémitisme et de la lutte contre tout racisme. Mais c'est bien sûr le troisième facteur qui, avec l'échec du processus d'Oslo et la "deuxième Intifada", a dynamité l'unité du combat antiraciste. Alors a surgi ce que Pierre-André Taguieff nomme la « nouvelle judéophobie. »

Propagée dans l'immigration maghrébine en Europe, comme dans tout le monde arabe, elle n'est pas exactement « antisémite », les Arabes étant eux-mêmes des sémites ! Elle ne vise pas non plus la religion d'Israël, à l'égard duquel l'Islam fut historiquement plus tolérant que le christianisme. Elle ne vise plus tant les Juifs en tant que tels, mais les Juifs en tant que solidaires et potentiellement immigrants de l'État israélien. On a vu dans les cours de récréation des écoles françaises de jeunes élèves d'origine maghrébine apostropher leurs camarades juifs, en leur disant "Tu as tué le petit Mohammed !" par allusion à un reportage célèbre où l'on voit un enfant palestinien tué dans les bras de son père par les tirs de snippers israéliens.

Cette nouvelle judéophobie a, bien entendu, apporté de l'eau au moulin de ceux qui masquaient leur antisémitisme derrière l'antisionisme. Et elle n'a, bien entendu, pas empêché le racisme antimusulman de prospérer de plus belle, aussi bien dans la société civile (avec les attentats contre les mosquées, ou les agressions contre des Maghrébins ou Turcs et la discrimination régulière de ceux-ci à l'embauche et à la location de logements) qu'au niveau de la société politique (avec une loi dont le but est de prohiber le port de signes d'appartenance à la religion musulmane dans les écoles, ou la campagne déchaînée contre l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne.)

Dès lors, face à cette poussée conjointe de racisme et d'intolérance religieuse, un concours malsain s'est ouvert opposant les victimes les unes aux autres. Il est clair que dans ce concours la nouvelle judéophobie avait, au yeux des journalistes, le privilège de l'horrible nouveauté : on pouvait maintenant lancer des insultes antisémites, tracer des croix gammées sur les monuments, ce qui ne s'était pas vu depuis longtemps ! En face, les persécutions ou discriminations dont étaient victimes les musulmans apparaissaient comme de banales routines. C'est dans ce contexte qu'il faut replacer l'affaire Marie L.

Dès l'hiver 2003-2004 la dénonciation dans la presse de la montée de l'antisémitisme s'était faite de plus en plus pressante, avec raison, mais dès cette époque les excès n'avaient pas manqué. Ainsi, un comique d'origine antillaise avait été victime d'un quasi-lynchage médiatique pour un mauvais sketch mettant en scène un rabbin extrémiste israélien. Deux grands réalisateurs, israélien et palestinien, qui avaient réalisé ensemble un documentaire sur la partition de la Palestine, *Route 128*, documentaire déjà projeté à la télévision, se virent interdire la projection de ce film dans un festival à la demande de cinéastes qui dénonçaient dans certaines scènes (un plan sur des voies de chemin de fer, l'interview d'un barbier) des allusions déplacées au film de Claude Lanzmann, *Shoah*, et donc taxaient le film d'antisémitisme !

Ces excès mêmes ayant soulevé la polémique, le concours médiatique à qui dénoncerait des actes antisémites plus spectaculaires se déchaîna à partir du printemps 2004. Affaire des croix gammées d'Alsace ou de Verdun sur des cimetières juifs, affaire des agressions d'Epinau, menaces téléphoniques contre le délégué en France du Likoud, affaire de la fresque des enfants juifs du camp de Rivesaltes, affaire Phineas, affaire Marie L. donc, affaire du Centre Social Juif de Paris... Selon un scénario devenu immuable, la presse révélait et dénonçait avec autant de véhémence que de raison d'odieuses agressions anti-juives. On se désolait de la montée de l'antisémitisme, on accusait la nouvelle judéophobie (celle des jeunes Maghrébins de banlieue). Puis la nouvelle se dégonflait. On s'apercevait que telle agression anti-juive n'était qu'un maillon d'une série d'actes racistes pas spécialement antisémites (Epinau, Phineas). Ou, quand ils étaient clairement anti-sémites, les coupables identifiés ne relevaient pas du schéma de la « nouvelle judéophobie » mais du vieux fonds franchouillard d'extrême droite (cimetières juifs de Verdun et d'Alsace, maculés de croix gammées par des « blancs » néo-nazis ou lepenistes). Ou certains actes se révélaient pas racistes du tout (Rivesaltes, Centre Social Juif de Paris), ou n'était que pure invention (menaces au représentant du Likoud, Marie L.). Sans même présenter ses excuses auprès des groupes sociaux injustement accusés et du coup les véritables agressés de ce tapage médiatique (les jeunes Maghrébins et musulmans) et sans

tirer le bilan de ses erreurs, la presse abandonnait l'affaire...

Je fus de ceux (rares, mais pas isolés) qui eurent instantanément des doutes sur l'histoire Marie L. Cela ressemblait trop à un épisode du feuilleton *Urgences* : la somme du pire de ce qu'il peut arriver dans une rame de métro en quelques minutes. Et pas en version banale (comme le dira scandaleusement le président du CRIF lyonnais), mais en version "énorme". Des jeunes de banlieue, blacks et beurs, étaient accusés d'avoir molesté une jeune femme et d'avoir renversé son bébé parce qu'ils le soupçonnaient d'être juifs [1] ! En plus, deux éléments de ce tissu de "légendes urbaines" me faisaient tiquer :

- ▶ Un des éléments de cette "somme" (la non-réaction des passagers du RER) était la reprise d'une vieille histoire médiatisée qui était déjà une histoire inventée (une jeune policière soi-disant violentée dans le RER, en 1996 ; la supercherie ne fut démontrée que 2 ans plus tard),
- ▶ La version de l'antisémitisme évoquée par Marie L. était datée 1930 (les juifs = les riches des beaux quartiers) et pas "nouvelle judéophobie" (les juifs = les Israéliens).

Je me suis donc prudemment abstenu de communiquer à la presse mon indignation. Mais le tragique, c'est que presque plus personne n'a réagi (et avec raison...) lors du pseudo-incendie antisémite du Centre Social Juif de Paris. Tout le monde a attendu le démenti ! Si mon père, qui a passé les dernières années de sa vie à témoigner de son passage par Drancy devant les collégiens et lycéens du département de Seine-Saint-Denis, revenait à la rentrée 2004, il se ferait sans doute traiter d'affabulateur.

Comment, en six mois, la manipulation de la juste indignation contre la judéophobie a-t-elle pu faire le lit du négationnisme, alors même que la progression des actes antisémites réels (d'ailleurs souvent imputables à de classiques nazillons « blancs », comme les profanations de Sedan et d'Alsace) ne fait aucun doute ?

Je pense justement qu'il ne faut pas chercher à qui profite le crime. La sottise y suffit. Certes, les pseudo-menaces contre le représentant du Likoud avaient consciemment pour but de préparer l'appel scandaleux de Sharon aux Juifs à "quitter la France au plus vite". Mais dans les autres cas... non. Des imbéciles ont fait les malins en criant à l'antisémitisme pour attirer l'attention. Et la presse, comme la classe politique, tétanisées, ne pouvaient que s'indigner. D'autant que l'usage politique de la dénonciation de la judéophobie, depuis [les critiques adressées sur ce chapitre à Lionel Jospin par Nicolas Sarkozy](#) après une visite aux États-Unis, avait obligé le PS et l'UMP à surenchérir en permanence. Alors que l'éditorial du *Monde* du 3 mars 2004 avait dénoncé l'absence de réaction des politiques face aux mosquées incendiées, l'UMP et le PS (et le LICRA et SOS-Racisme, dont les président et ex-président étaient têtes de liste de ces partis en Île-de-France pour les élections européennes !) pouvaient sans honte manifester le 16 mai contre l'antisémitisme tout en refusant de condamner « tous les racismes. »

C'est dans cette atmosphère délétère que la simple mécanique médiatique offrait une prime à n'importe qui dénonçait l'antisémitisme... quitte à affirmer qu'il est « banal » donc crédible de voir de jeunes Maghrébins renverser des bébés juifs.

Au total l'affaire Marie L. s'est donc soldée par une monstrueuse attaque contre les Maghrébins (de la part des médias, d'une partie de la "classe politique" et d'une partie de la représentation de la « communauté juive »)... et par une dé-crédibilisation de la vigilance anti-judéophobe. Bilan désastreux qui montre encore une fois qu'on ne peut lutter contre un racisme particulier qu'en dénonçant d'un même souffle tous les racismes.

Il n'y a rien de plus urgent aujourd'hui que de réinsérer la lutte contre l'antisémitisme dans la lutte plus générale contre le racisme, faute de quoi toutes les minorités seront attaquées les unes après les autres. On a déjà interdit la kippa et les turbans sikhs à l'école pour faire pendant au foulard des musulmanes (tout en y autorisant les « petites croix » !), demain on considérera qu'aucun de ces couvre-chefs ne sont légitimes dans les rues et autres lieux publics, et on finira par conclure face à tous les actes racistes que « leurs victimes l'avaient bien cherché en refusant de s'intégrer ».

Reconstruire le front de l'antiracisme ne sera pas facile. Il ne sera plus tout à fait légitime d'ériger l'antisémitisme en prototype de tous les racismes ; il sera beaucoup plus difficile qu'en 1945 de prétendre que lutter contre

Contre l'antisémitisme, contre tous les racismes

l'antisémitisme, c'est lutter contre tous les racismes. La confiance doit être aujourd'hui reconstruite entre les victimes.

Relégitimer l'exemplarité de la lutte contre l'antisémitisme, c'est d'abord et avant tout insister sur la continuité et les similitudes entre l'antisémitisme et tous les racismes. Il faudra pendant un certain temps laisser aux philosophes et aux artistes la réflexion sur la singularité absolue de la Shoah. Le rôle des intellectuels, des militants, des enseignants, sera bien plutôt d'approfondir la phrase de Sartre rappelée au début de ce texte. Il faudra en critiquer le caractère excessif (il y a des degrés dans le racisme, traiter un camarade de « Feuj » n'est pas « accepter la Shoah »), il faudra aussi exalter l'universalisme de son rappel de notre commune humanité, il faudra souligner la banalité du mal sans banaliser la Shoah, en expliquant que, si l'on oublie notre commune humanité, tous les degrés peuvent être successivement franchis jusqu'à l'horreur absolue.

Il faudra également reconstruire, de part et d'autre, l'habitude de manifester les uns pour les autres. Il n'y aura plus de mobilisation des grandes forces sociales en faveur des Juifs victimes d'actes inadmissibles si les institutions juives ne se mobilisent pas contre les actes racistes dont sont victimes d'autres communautés.

Enfin, il faudra rétablir la ligne de démarcation qui autrefois allait de soi entre les dédales de la politique israélienne et la défense inconditionnelle du droit des Juifs à exercer leur religion, la défense inconditionnelle des Juifs de la diaspora contre les actes de racisme dont ils sont victimes dans leur pays. La fierté des survivants de la Shoah devant les succès de Tsahal et les prouesses des kibboutzim était compréhensible, la perte de la vigilance face aux crimes ordonnés ou couverts par tel ou tel Premier ministre israélien ne l'est plus. Car, dans un monde hostile, les Juifs n'ont qu'un atout : l'universalisme des Droits de l'Homme... qu'ils ont largement inspirés.

[1] Des extraits de textes de presses sont visibles sur le site de [Pour lire pas lu](#), en particulier l'"[acte premier](#)".